Déclaration FO CAPA LA agrégés 14/03/2016

La CAPA chargée d'examiner la liste des propositions rectorales pour l'accès au corps des agrégés par liste d'aptitude se tient dans un contexte global marqué par la résistance des personnels aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement.

Force Ouvrière constate que les conditions de travail se dégradent considérablement pour les personnels. Les conditions de la rentrée 2016 apparaissent d'ores et déjà désastreuses, entraînant souffrances et paupérisation. **Aussi FO ne saurait cautionner le saccage des services publics par des réformes n'allant que dans le sens d'économies de moyens.**

Dans ce contexte, toutes nos revendications générales demeurent : augmentation de 8% de la valeur du point d'indice et attribution uniforme de 50 points sur l'ensemble de la grille indiciaire, maintien des garanties du statut général et des statuts particuliers. C'est pourquoi nous rappelons que FO n'a pas signé le protocole PPCR.

Notre confédération s'oppose au projet de loi travail, destructeur du Code du travail et des garanties collectives, et en demande le retrait.

FO dit également NON à l'introduction du compte personnel d'activité dans la Fonction Publique, prévue par le même projet de loi travail. Dans la Fonction publique les dispositions statutaires garantissent aux agents leurs droits et non un compte personnel, c'est ce que défend Force ouvrière.

Au-delà, **FO exige toujours l'abrogation de la réforme du collège, avec les organisations syndicales représentant plus de 80% des personnels de l'Education nationale.** Les professeurs ne veulent pas d'une réforme qui instaure autant de règles que d'établissements, qui organise la scolarité en cycles et qui réduit les heures de cours disciplinaires. Ils s'opposent à la suppression des sections européennes, à la réduction du nombre des classes bilangues, à la quasi disparition des langues anciennes. **Ils désapprouvent les formations obligatoires en faveur de la réforme qu'on les contraint de suivre sur leur temps libre. Et ces actions de propagande, loin de les convaincre, les confortent dans leur opposition.**

* * *
* *

Dans l'Education nationale, les professeurs agrégés ne sont pas ménagés par les politiques d'austérité. Contre l'avis quasi unanime des représentants des personnels, le ministère a décidé créer un concours spécial de l'agrégation réservé aux docteurs afin de recruter des professeurs destinés à enseigner dans le supérieur deux fois plus d'heures qu'un maître de conférences pour un coût assez voisin. **Le SNFOLC demande que des postes de maître de conférences soient créés et pourvus en nombre suffisant.**

Le rapport de l'Inspection Générale de l'Administration de l'Education nationale publié en août 2015 intitulé *Les mouvements académiques et départementaux comme outils de gestion des ressources humaines* préconise « l'alignement des obligations réglementaires de service des professeurs agrégés nommés en collège sur celle des professeurs certifiés. » Ce qui serait inacceptable pour le SNFOLC. Les collègues n'ont pas à être pénalisés du fait que l'administration n'a pas été en mesure de leur attribuer une affectation conforme à l'article 4 de leur statut particulier.

* * *
* *

Dans cette période de régression sociale et de paupérisation des fonctionnaires, la CAPA convoquée aujourd'hui est particulièrement importante. Chargée d'examiner la promotion au corps des agrégés par liste d'aptitude, **elle permettra à un petit nombre de professeur, en l'absence de toute revalorisation de la valeur du point d'indice de la fonction publique, de compenser, pour les promus, une partie des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis plusieurs années.**

L'accès au corps des agrégés par liste d'aptitude représente pour les collègues le couronnement d'un parcours professionnel, la reconnaissance par l'Institution de leur façon de servir dans les différentes fonctions qu'ils ont pu occuper. C'est un débouché de carrière pour tous ceux qui ont déjà atteint l'indice terminal de leur corps. Le nombre important de candidatures confirme que les collègues se saisissent de cette possibilité statutaire de promotion pour accéder à une échelle de rémunération meilleure dans l'espoir de compenser la baisse de leur pouvoir d'achat. Mais la procédure est longue et il n'est pas rare que des professeurs aux qualités professionnelles reconnues finissent par se décourager et renoncent à présenter leur candidature.

En l'absence d'un barème de classement des demandes reposant sur la notation, l'ancienneté de carrière, la bi-admissibilité à l'agrégation, les diplômes et les titres universitaires, il est difficile pour les commissaires paritaires de contrôler qu'il y a égalité de traitement des demandes lors des choix opérés. **Ainsi nous redemandons que le ministère mette en place pour les campagnes à venir un barème de ce type à l'instar de celui qu'il avait d'ailleurs publié au bulletin officiel du 19 mai 1997. Une telle mesure permettrait de faire comprendre le poids relatif de chacun des critères utilisés par l'administration pour élaborer son projet.**